



Henri Savall, Président-fondateur de l'ISEOR – Professeur Émérite à l'IAE Lyon, Université Jean Moulin – Lauréat de l'Académie des Sciences Morales et Politiques (Institut de France).

Autofinancer la modernisation des services publics

L'OCDE a récapitulé les actions et résultats des politiques de modernisation de la gestion des Ressources Humaines dans la Fonction Publique dans une trentaine de pays : redéploiement des effectifs au sein des administrations, développement de la fonction managériale des cadres, accroissement de productivité et de qualité de service aux usagers ainsi que rémunération incitative des personnels.

Les résultats d'actions-pilotes permettent d'affirmer que les organisations de service public sont potentiellement compétitives. Les emplois dans ce secteur seront attractifs, pour la jeune génération, si une gestion proactive des ressources humaines est mise en place.

De nombreuses actions innovantes de gestion socio-économique montrent que certaines méthodes de pilotage des entreprises, transposées dans les services publics, ne sont pas efficaces : comptabilité analytique classique, méthode ABC superficielle, tableaux de bords de simple reporting. Appliquer aux organisations de service public des méthodes dépassées constitue une erreur stratégique qui entraîne des retards de modernisation.

Comme les entreprises privées, les organisations publiques subissent absentéisme, accidents du travail et maladies professionnelles, rotation du personnel, sous-productivité, non qualité de services. Ces coûts cachés s'élèvent à 15 000€ voire 60 000 € par personne et par an.

Or, 35% à 55% de ces coûts cachés sont convertibles en ressources, récupérées pour financer le programme public, sans réduire l'emploi. L'ISEOR démontre que les réserves de productivité dans ce secteur sont équivalentes à celles du secteur privé. La modernisation peut s'autofinancer sans aggraver l'endettement et le déficit des États et des collectivités territoriales.

L'Université, citoyenne et innovante ? Au cœur de la société ?

Partout dans le monde, l'Université perd son « monopole » sur la production et la certification des connaissances. Les concurrents de l'Université, sources d'acquisition des connaissances nouvelles, prolifèrent : entreprise apprenante, dispositifs d'autoformations, certains réseaux professionnels ou non.

L'Université peut rester le creuset de l'innovation conceptuelle et méthodologique si elle noue des alliances avec l'Entreprise pour co-produire des connaissances scientifiques et de nouvelles pédagogies. Sera-t-elle exemplaire dans la modernisation ? Saura-t-elle former ses enseignants-chercheurs tout au long de leur carrière ? Moderniser sa gouvernance ?